2025 – L’année du choc géostratégique de l’ Inde

Einar Tangen est chercheur principal à l’Institut Teihe et chercheur principal au CIGI. Tangen évoque le choc stratégique de l’Inde en 2025 alors que le monde a changé. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com /stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd’hui, nous recevons Einar Tangen, chercheur principal à l’Institut Taihe de Pékin et également chercheur principal au CIGI. Merci beaucoup d’être revenu dans l’émission. Nous constatons que 2025 a été une année particulièrement mouvementée dans la configuration des affaires internationales, et une grande partie de l’attention s’est naturellement portée sur les États-Unis, qui s’adaptent à cette nouvelle répartition multipolaire du pouvoir — avec, une fois encore, le retour de Trump 2.0. Nous observons également les politiques irrationnelles et autodestructrices de l’ Union européenne, tandis que la guerre en Ukraine reste, bien sûr, au premier plan de l’actualité.

Le pivot de la Russie vers l’Est, ainsi que la montée en puissance et l’autosuffisance continues de la Russie et de la Chine face à cette guerre économique avec les États-Unis, montrent qu’elles deviennent plus confiantes et affirmées. Mais on accorde moins d’attention à l’une des grandes puissances, qui est bien sûr l’Inde. Et 2025 a été — disons-le — une année plutôt mouvementée pour l’Inde également, car elle a subi une forte pression pour choisir sa voie dans ce nouveau monde. Maintenant, selon la manière dont on la définit — qu’il s’agisse d’un monde multipolaire, post-occidental, d’un effritement du droit international ou d’une obligation de choisir des alliances — je ne suis pas certain de la façon dont il faut qualifier 2025. Mais… comment évaluez-vous cette année pour l’Inde ?

#Einar Tangen

Eh bien, ce n’était pas une bonne année. L’Inde a commencé l’année avant l’investiture de Donald Trump, en partant du principe qu’elle continuerait à être une sorte de pivot de la politique américaine visant à contenir la Chine. Elle se voyait comme un intermédiaire entre les différentes puissances. Évidemment, elle entretient un très vaste accord commercial avec la Chine, qui ne cesse

de croître. Mais ensuite, Donald Trump arrive et les choses se gâtent. Plusieurs problèmes surgissent. Bien que Trump semble entretenir des relations amicales avec Modi et parle de lui comme de son bon ami, les États-Unis se lancent dans un certain nombre d'initiatives.

Premièrement, il y a en Inde ce sentiment que les États-Unis sont intervenus dans les élections générales, ce qui aurait empêché Modi d'obtenir une majorité absolue au sein de son propre parti, le forçant à s'allier avec un plus petit parti pour obtenir la majorité requise au Lok Sabha, leur chambre du parlement. Ensuite, il y a eu ces révolutions de couleur au Bangladesh et au Népal, qui ont vraiment choqué l'Inde. Elle perçoit les États-Unis, à travers diverses entités comme le National Endowment for Democracy, comme des acteurs actifs dans ces événements. Ainsi, qu'il s'agisse d' une intention délibérée ou d'une simple complaisance, ils ont le sentiment qu'il y a eu, en quelque sorte, de l'argent en jeu. Ils commencent alors à examiner l'organisation elle-même.

Les affiches — comment toutes ces personnes sans argent ont-elles pu se procurer des affiches uniformes et d'autres choses de ce genre ? Comment tout cela est-il organisé ? Elles commencent à penser qu'il y a collusion, que les empreintes des États-Unis sont partout. Ensuite, il y a un tarif commercial de 50 % contre l'Inde, ce qui les choque vraiment. Elles ne comprennent pas les États-Unis. Donald Trump dit : « Oh, c'est à cause de votre achat de pétrole russe », et pendant cette période, des membres de son administration tiennent des propos épouvantables sur l'Inde — affirmant qu'elle est responsable de la guerre en Ukraine, qu'elle finance la Russie.

Eh bien, vous savez, du point de vue de l'Inde, les États-Unis et l'administration Biden lui ont demandé de continuer à acheter du pétrole russe, car sinon il y aurait eu une hausse des prix très rapide et très forte. Si l'on retire autant d'énergie du marché, la seule chose qui reste entre l'offre et la demande, c'est la hausse des prix. L'Inde en a donc bien sûr tiré profit. Mais tout cela s'est fait sous les auspices de Washington. Puis il y a eu le nouveau shérif en ville avec Donald Trump, et tout a changé. Et ensuite, il y a cette question du Pakistan et de l'Inde, qui ont eu cette courte guerre, et Donald Trump affirmant qu'il l'avait personnellement réglée et avait empêché une catastrophe nucléaire.

Eh bien, cela ne joue pas en faveur de Modi. Modi est un homme politique autoritaire. Il s'appuie sur l'idée que l'Inde est totalement indépendante et distincte, et que si quelque chose se produit, c'est sous l'égide de l'Inde. Ce n'est pas quelque chose dans lequel une autre nation peut interférer. Et cela l'a vraiment, vraiment contrarié. Le camp indien s'est senti choqué — ils ne comprenaient pas très bien ce qui se passait. Ils pensaient encore, vous savez, que les États-Unis avaient besoin de l' Inde pour contenir la Chine, et ils ont été surpris. Il n'y a pas vraiment eu la réaction à laquelle on aurait pu s'attendre. Puis, vous savez, Donald Trump appelle Modi pour son anniversaire et lui souhaite un joyeux anniversaire, et ils semblent avoir eu un échange très cordial.

Le lendemain même, Donald Trump déclare à l'Europe qu'elle doit imposer des droits de douane de 100 % à l'Inde à cause de la situation du pétrole russe. Tout cela conduit alors à une crise de confiance. L'Inde avait mis beaucoup d'espoirs dans le partenariat avec les États-Unis, et elle se

retrouve maintenant dans une situation où elle se dit qu'il faut se replier. Elle a été très lente à agir. Évidemment, il y a eu une visite en Russie, un grand câlin souriant avec Poutine, puis une autre rencontre ensuite, pour montrer que l'Inde a des options. Il y a eu un voyage — non pas à Busan, mais en Chine — où il a rencontré Xi et Poutine. Et puis, il y a eu des ouvertures. Mais on n'a pas encore vu de rupture complète.

Et maintenant, l'Inde se trouve dans cette situation délicate où elle peut continuer à courir après les États-Unis et accepter toutes sortes de mauvais traitements, ce qui n'est pas très agréable. Elle peut essayer de jouer un rôle d'équilibre entre la Chine et les États-Unis, mais seulement si, encore une fois, les États-Unis acceptent d'y participer. Elle peut aussi tenter de tracer une voie indépendante, en s'appuyant peut-être sur la relation avec les BRICS et en cherchant à devenir un leader du Sud global. Chacune de ces options a ses avantages et ses inconvénients, mais ce n'a pas été une bonne année pour Modi en ce qui concerne les États-Unis. Cela dit, les nouvelles économiques ne sont pas aussi mauvaises qu'on pourrait le penser. Malgré toutes les exigences formulées par les États-Unis — par exemple, demander à l'Inde d'ouvrir ses industries laitière et agricole —, le pays s'en est mieux sorti que prévu.

Ce serait un suicide politique pour l'Inde. Il y a là-bas des centaines de millions d'agriculteurs, et cela menacerait leurs moyens de subsistance — ils seraient ruinés. Lors des prochaines élections, ils feraient entendre leur voix, et il y aurait un nouveau gouvernement. Peu importe qui ce serait, ils ne voteraient pas pour quelqu'un qui leur enlève leur gagne-pain et qui est perçu comme faible face aux États-Unis. Donc, une situation très, très problématique pour eux. Ils ne se sont pas encore engagés dans un véritable programme ou une politique concrète. Mais, vous savez, pour moi, cette question est emblématique. Comme vous l'avez dit, nous avons porté notre attention sur Gaza, sur l' Ukraine, sur l'Europe et sur les relations entre les États-Unis et la Chine.

Mais c'est un bon exemple de la façon dont ce qui se passe à Washington affecte le Sud global. Et il y a ici de véritables schémas. Donald Trump a clairement fait savoir qu'il n'aime pas les BRICS. On a le sentiment que les BRICS sont désormais assez puissants pour se rendre à Washington — surtout si des représentants d'Amérique du Sud et d'Afrique, voire de l'Union européenne, venaient dire : « Écoutez, Donald Trump, arrêtez ça. Nous nous moquons de ce que vous faites à votre propre peuple — c'est une affaire entre vous et les électeurs. Mais si vous pensez pouvoir nous monter les uns contre les autres dans une sorte de jeu cynique pour savoir qui sera le plus aimable avec vous, ou qui donnera le plus possible aux États-Unis, cela n'arrivera pas. »

Donc, vous savez, le schéma est clair. La Chine et la Russie sont évidemment dans sa ligne de mire en matière de tarifs. Il a imposé 50 % au Brésil et 30 % à l'Afrique du Sud. Il dit qu'il ne participera pas au G20 l'année prochaine, car il les accuse d'être une sorte de régime d'apartheid contre les Blancs en Afrique du Sud. Il semble donc y avoir une certaine coordination ici. Si l'on prend du recul, c'est qu'il n'aime pas les BRICS — il veut les affaiblir. Il ne s'en est jamais caché. Nous assistons donc à un véritable bouleversement, où les États-Unis tentent d'utiliser la peur et l'intimidation contre les pays du tiers-monde pour les remettre au pas.

#Glenn

Oui, c'est intéressant de constater que bon nombre des défis de l'Inde découlent, comme vous l'avez dit, directement des politiques américaines. Et, eh bien, il faut examiner tous les différents pays du monde et la manière dont ils essaient de s'adapter à cette nouvelle réalité, car il y a une nouvelle répartition du pouvoir. Il existe désormais de nombreux centres de pouvoir, et il semble que l'effort des États-Unis pour s'ajuster à ce nouveau monde implique d'exiger une loyauté totale de la part de différentes régions. Autrement dit, on est soit avec eux, soit contre eux. Pour moi, cette mentalité est apparue assez clairement dans cette publication sur Truth Social de Donald Trump. Vous avez mentionné que Modi s'était rendu en Chine, et lorsqu'il a écrit ce message, j'imagine qu'ils ont choisi la Russie et la Chine.

Et au lieu de nous… eh bien, j'espère qu'ils seront heureux. C'est une sorte de mentalité où il n'a pas vraiment accepté, ni même reconnu, que l'Inde ne considère pas cela comme une guerre froide, qu'il n'existe pas seulement deux centres de pouvoir. Elle veut être un pôle de puissance indépendant, ce qui signifie qu'elle doit rester non alignée. Elle veut traiter avec toutes les parties. Mais au départ, les Américains semblent avoir en l'Inde un bon partenaire, si elle accepte ces principes de base — qu' elle veut traiter avec tout le monde. Car l'Inde ne veut pas voir la Chine devenir trop puissante. Cependant, elle souhaite toujours coopérer avec la Chine au sein des BRICS, et elle veut renforcer ses liens économiques et politiques avec la Russie.

Mais cela devrait aussi être bénéfique pour les États-Unis. Si, encore une fois, toutes les routes ne mènent pas uniquement à la Chine — si le monde est multipolaire, et non entièrement concentré en Chine — ce serait positif pour les États-Unis. Mais cela ne semble pas suffire. Cela remet en cause la domination américaine dans son ensemble, et c'est pourquoi ils continuent de s'en prendre à tous ces pays, en essayant de les forcer à choisir. Je pense que c'est assez contre-productif. Comment voyez-vous le rôle de la Chine dans les défis de l'Inde ? Car elle est, je suppose, le pendant des États-Unis. L'Inde doit collaborer avec la Chine, même si elle a bien sûr ses différends avec elle. Comment cette relation est-elle mise à l'épreuve ?

#Einar Tangen

Eh bien, cela dépend de l'angle sous lequel on regarde la situation. Je veux dire, pour l'Inde — comme je l'ai dit — Modi est allé à Tianjin. Il a rencontré Poutine et Xi. Et, vous savez, il a deux choix. Il peut s'engager en disant : « Écoutez, il est temps que les BRICS se lèvent. » Rappelez-vous, c'est l'Inde, au sein des BRICS, qui a toujours été très réticente à défier directement les États-Unis. Ils veillent à ce que, s'il y a un communiqué conjoint, les États-Unis et Donald Trump ne soient pas mentionnés directement. Ils ne veulent pas pousser aux sanctions. Ils n'ont pas vraiment fait pression pour une monnaie alternative. En gros, ils ont été plutôt du côté américain. Donc, quand il

se retrouve pris à partie, on pourrait penser qu'il réagirait ainsi. Mais il y a un sentiment fort — et je me souviens en avoir discuté dans plusieurs émissions de télévision indiennes — qu'il y a ici un choix très clair à faire.

Et cela a des conséquences. Vous pouvez exécuter les ordres de Washington et essayer d'utiliser la Chine et la Russie comme leviers. J'ai dit que je ne pensais pas que cela fonctionnerait. Je ne crois pas que Donald Trump se soucie vraiment de l'Inde. Il ne la considère ni comme un centre de pouvoir, ni comme une source de richesse pour lui. Il n'y voit aucun intérêt. Il a très peu d'enjeux en Inde, contrairement au Moyen-Orient et à d'autres régions où sa famille mène actuellement énormément d'affaires. Donc, il l'a simplement ignorée. Et comme vous l'avez souligné, il écrit ce tweet où il dit : « OK, bonne chance. » C'est une remarque un peu désinvolte. Et cela dérange vraiment l'Inde, car ils se disent qu'ils devraient avoir un certain poids. Les États-Unis devraient revenir vers eux et dire : « Écoutez, peut-être avons-nous été un peu durs. Trouvons une solution. »

Vous faites toujours partie de notre stratégie. En fait, la politique de défense mentionne l'Inde comme continuant d'être un rempart contre la Chine. La difficulté, c'est pourquoi l'Inde, après avoir subi un traitement aussi humiliant, voudrait-elle se ranger du côté des États-Unis ? C'est le problème auquel ils sont confrontés. Maintenant, du point de vue de la Chine et de la Russie, ils se disent : « Très bien, voici une occasion pour les BRICS de se lever. » Parce que si l'Inde — qui était un peu en retrait, disant « Oh, ne faisons rien de trop précipité » — se joint soudainement au mouvement, et compte tenu du traitement réservé à l'Afrique du Sud et au Brésil, tout à coup, on pourrait parvenir à un consensus selon lequel il est temps de passer à l'offensive. Il est temps de dire à Washington : « Vous ne voulez pas jouer avec nous ? Alors nous ne jouerons pas avec vous. »

Souvenez-vous, le BRICS dans son ensemble est bien plus vaste que les États-Unis. Et les États-Unis ont de nombreux intérêts économiques, beaucoup d'échanges commerciaux. Le pays reste le deuxième plus grand exportateur au monde. Donc, sous cet angle, ils disposeraient d'un pouvoir considérable face à Donald Trump. Et c'est ce qu'il redoute — il ne veut pas qu'un groupe quelconque émerge pour le défier. C'est pourquoi il a adopté cette approche de division et de conquête d'un côté. Nous avons vu les efforts en Asie centrale, où il essaie de présenter l'idée d'une ligne ferroviaire reliant l'Iran et l'Azerbaïdjan — des projets de ce genre — comme si cela était possible. Il est aussi présent au Pakistan, où il parle d'investissements pétroliers américains dans la région la plus instable du pays, le Baloutchistan, qui mène également au port de Gwadar.

Évidemment, tu sais, je ne pense pas que c'était une sorte de stratégie joyeuse et improvisée. C'était essentiellement destiné à jouer les trouble-fêtes face à l'Initiative la Ceinture et la Route sur laquelle la Chine travaille depuis un moment. Donc, tu vois, toutes ces choses indirectes — la Chine dit simplement : « Bon, regardez, vous devriez réfléchir à cela et tirer vos propres conclusions. L'Inde, nous ne vous forçons à rien, mais si vous continuez à jouer entre les deux ou du côté des États-Unis, vous aurez droit au même traitement. » Ce qui a été remarquable, c'est que lorsque Poutine est

récemment allé en Inde, il est arrivé avec une équipe complète. Il avait ses responsables économiques — de l'agriculture à l'exploitation minière. Ils parlaient de tous les accords possibles. Il n'est pas certain que quoi que ce soit ait encore été gravé dans le marbre.

Mais l'Inde se trouve dans une situation où elle doit prendre une décision assez rapidement. Je ne pense pas qu'elle puisse attendre trois ans. Comme je l'ai dit, son économie a plutôt bien fonctionné cette année. Elle a réussi à exporter malgré tous les droits de douane et l'incertitude. Elle a attiré un certain investissement direct étranger, entre autres, car certains cherchent des paris plus prévisibles que, peut-être, les États-Unis. La Chine, elle, adopte plutôt une attitude d'attente et d'observation. D' un autre côté, il y a des irritants. La Chine a insisté à plusieurs reprises au sujet de personnes détenues — celles qui faisaient des allusions ou possédaient un certificat de naissance provenant d' une région de l'Inde administrée par l'Inde mais revendiquée par la Chine. Et cela a fait la une des journaux en Inde.

Cela n'a pas vraiment amélioré les relations entre les pays. On a le sentiment que la Chine essaie d' envoyer un message — elle dit : « Vous devez faire un choix. Sommes-nous amis ou ennemis ? » D' un autre côté, les relations commerciales se sont améliorées. Les vols directs entre les deux pays ont repris ; ils avaient disparu depuis de très nombreuses années. Ils assouplissent également les conditions de visa afin que les gens puissent voyager plus facilement dans les deux sens. Il y a donc un peu de doux et d'amer sur ce point. Mais je pense vraiment que le reste du monde, en particulier le Sud global, attend de voir quand l'Inde en aura assez de l'humiliation et décidera de collaborer avec des pays partageant les mêmes idées, qui ne veulent pas être sous la botte d'une autre forme de puissance autocratique comme les États-Unis.

#Glenn

Eh bien, si nous reconnaissons que l'approche principale des États-Unis est, encore une fois, la classique « diviser pour régner » — c'est-à-dire empêcher les BRICS de former un pouvoir central alternatif et, bien sûr, tirer parti des divisions — alors j'ai toujours soutenu que la chose la plus importante, si l'on veut une Eurasie stable et intégrée, dotée d'une architecture économique permettant aux pays de mieux coopérer et de gérer la concurrence de manière pacifique, c'est que les deux éléments principaux à assembler sont l'Inde et la Chine, étant donné que la Russie entretient de bonnes relations avec les deux. Mais selon vous, que peut faire la Chine ?

Parce que vous avez mentionné qu'ils observent et attendent de voir comment la situation évolue. Mais aussi, la Chine, bien sûr — on peut dire qu'elle a connu une excellente année en termes de résilience face à la pression américaine et de poursuite de sa croissance. La préoccupation en Inde, évidemment, c'est que l'écart de puissance entre la Chine et l'Inde devienne trop important. J'ai également participé à quelques-uns de ces débats télévisés en Inde, et, vous savez, les discussions y sont toujours très rationnelles et sensées — sauf lorsque le sujet est, par exemple, Taïwan. Là, je remarque qu'ils adoptent tous une vision à travers le prisme du conflit territorial, et ils deviennent tous assez hostiles, semble-t-il.

Je ne dirais pas que tout le monde — ce serait un peu exagéré — mais il semble que les problèmes frontaliers soient un sujet, et que les disparités économiques en soient un autre. Voyez-vous des initiatives de la part de l'Inde pour tenter d'atténuer certains de ces problèmes ou de trouver des solutions ? Car cela pourrait être une période d'opportunité — lorsque l'hégémon exerce trop de pression pour obtenir des loyautés. C'est alors que des solutions multipolaires peuvent vraiment ouvrir la voie à des pays comme l'Inde, qui ne veut pas être anti-américaine mais ne veut pas non plus tomber sous un contrôle hégémonique. Voyez-vous des initiatives du côté chinois ?

#Einar Tangen

Du côté de la Chine, ils ne cessent de parler de commerce et d'essayer de trouver des moyens d' acheter davantage à l'Inde. Le problème, c'est que l'Inde n'a pas énormément de choses à offrir à la Chine. Je veux dire, la Chine est l'usine du monde — elle produit de manière très, très efficace, et ses entreprises fonctionnent avec des marges bien plus faibles que celles des entreprises occidentales, ou pratiquement de n'importe quelle autre entreprise dans le monde. Je veux dire, elles se contentent d'un retour sur investissement de deux ou trois pour cent. C'est vraiment, vraiment bas. Aux États-Unis, si vous ne montrez pas un rendement de huit pour cent, vous ne pourrez pas obtenir de financement, ni privé ni bancaire. Peut-être qu'ils descendront à sept pour cent, mais si vous dites : « Oh, regardez, mon entreprise va faire deux pour cent », oubliez ça.

Vous devez aller ailleurs, monsieur. Nous ne servons pas ce type d'entreprises. La Chine se trouve dans une position où il ne sera pas facile de la surpasser, et l'Inde doit trouver un moyen d'y parvenir. La Chine est prête à acheter — mais ce n'est pas le gouvernement qui achètera à l'Inde, ce sont les consommateurs. La Chine dispose d'un immense marché de consommation, mais il faut savoir s'y adapter. On ne peut pas simplement dire : « Voici un produit venu d'Inde, achetez-le. » Il y a donc beaucoup de travail à faire de ce côté-là. Il existe en Inde de réelles inquiétudes — et elles sont compréhensibles — concernant l'influence régionale. Les Indiens voient les échanges commerciaux de la Chine avec plus de 150 pays faisant partie de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie, et beaucoup d'entre eux ont la Chine comme premier partenaire commercial. Et il est très difficile de rivaliser avec cela.

Et, vous savez, l'ironie, c'est que l'Inde s'inquiétait de l'influence chinoise sur le Bangladesh, le Népal et ces pays voisins. Et il s'avère que c'est les États-Unis qui ont sapé ces relations. Donc, je veux dire, l'Inde essaie encore de comprendre comment elle va gérer cela. Il y a aussi un véritable fossé culturel. Les Chinois ont tendance à être amicaux au départ, puis, lorsqu'on entre dans les détails, ils deviennent très durs dans les négociations et ce genre de choses. L'approche indienne est différente. Ils commencent par dire : « Eh bien, qu'est-ce que vous nous offrez ? », et ils donnent l' impression que vous leur devez quelque chose — que vous devez quelque chose à l'Inde. Et cela ne plaît pas à la Chine. Les Chinois disent : « Écoutez, nous sommes ici pour commercer. Nous ne vous devons rien. Si vous ne voulez pas commercer, très bien, nous partirons. Que faites-vous ? »

Tu n'es pas sincère. Tu n'es pas amical. Tu devrais proposer quelque chose. Eh bien, les Chinois apprennent qu'il ne faut pas faire la première offre — il faut identifier les domaines où un échange mutuel est possible. De toute évidence, l'Inde a tiré profit de cette relation. Ce que les gens ne réalisent pas, c'est que la BAII — la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, dont le siège est à Pékin — compte des membres du monde entier. La Chine n'a pas de droit de veto. Mais devine qui a été le plus grand bénéficiaire des prêts de la BAII, à la fois en nombre et en valeur totale ? L'Inde. Elle ne peut donc pas dire que la Chine nourrit une rancune à son égard. La BAII évalue ces prêts en fonction de leur valeur, de leur capacité à être remboursés et du caractère réalisable et durable des projets.

Et l'Inde a été très performante pour monter des projets qui démontrent leur faisabilité, et c'est ainsi qu'elle obtient des prêts. Mais l'Inde a besoin de bien plus que cela. Nous avons un pays où, vous savez, de nombreuses entreprises rencontrent des difficultés à s'y implanter, car il y a des coupures programmées, parfois même des pannes totales. Alors, comment faire fonctionner une usine si, pendant quatre à six heures par jour, vous ne pouvez pas travailler, ou si vos machines tournent en dessous de leur rendement optimal ? Il faut alors recourir à des générateurs diesel ou à d'autres solutions pour compenser. Cela augmente les coûts. L'Inde doit donc trouver sa propre niche, et elle ne peut pas s'attendre à ce qu'un autre pays — que ce soit les États-Unis, l'Europe ou la Chine — résolve ses problèmes internes.

Ils aiment dire : « Eh bien, nous avons un immense marché », mais une grande partie de ce marché est très pauvre. Ces gens se préoccupent des besoins essentiels, pas des questions de choix économiques — produits, services et autres choses de ce genre. La Chine, en revanche, se concentre davantage sur la valeur ajoutée. Quand on parle de besoins essentiels, il s'agit de nourriture, de semences, d'engrais — des choses de base que l'on peut réellement produire. L'Inde, elle, compte un nombre considérable de diplômés en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, des personnes qui sont d'excellents ingénieurs. Elle a longtemps été, et reste encore, une immense « usine de talents » pour les entreprises technologiques, s'occupant de tout, des ressources humaines jusqu'au codage — même si le codage tend à disparaître. Il existe encore d' autres domaines où il faut des personnes intelligentes pour accomplir les tâches, et ils en sont capables, mais ils doivent aller au-delà de cela. C'est un peu comme des matières premières.

Vous fournissez des matières premières, mais vous ne tirez pas vraiment la valeur ajoutée. Si vous exportez du café en ce moment, le prix du café augmente — mais devinez quoi ? Ce sont les agriculteurs qui subissent la pression. Les prix qu'ils obtiennent baissent. C'est la même chose avec l' Inde : il y a une pression sur les salaires et sur d'autres aspects. Ils ne gagnent pas plus d'affaires. Et les entreprises qui existent déjà, à cause de la tension de l'économie mondiale, voient les prix baisser. Les salaires n'augmentent pas de façon spectaculaire, sauf dans certains domaines. L'Inde doit donc résoudre ce problème. Ce n'est pas quelque chose qu'un autre pays peut venir arranger. Je pense que l'Inde, avec sa jeune population et ses institutions éducatives, est bien placée pour faire davantage en matière de développement de ses propres produits.

Tu n'as jamais entendu— enfin, combien de PDG indiens connais-tu aux États-Unis qui dirigent ces grandes entreprises ? Microsoft, Google, peu importe. Pourquoi ne sont-ils pas en Inde ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'entreprises indiennes qui font cela ? Je veux dire, ils ont certainement la puissance brute, ils ont certainement le sens des affaires, mais ça ne se produit tout simplement pas. Certains en Inde évoquent la question du système des castes, ou celle de ces familles dominantes — les Tata, Ambani, Adani, et ainsi de suite — et la manière dont elles exercent une sorte d'emprise sur tout. Il y a même eu un cas où l'Inde a déclaré : « Oh, nous allons construire nos propres sous-marins. »

Et, vous savez, l'offre gagnante a été présentée par une grande famille qui avait créé une entreprise affirmant pouvoir fabriquer des sous-marins seulement quelques semaines avant l'appel d'offres. Il y a de vraies questions sur le fait de savoir s'il s'agit de capitalisme de connivence ou non. L'Inde doit donc régler certains problèmes internes et définir sa propre stratégie. La Chine ne lui dit pas quoi faire. Les consommateurs chinois sont certes prêts à tout acheter, mais si les relations entre les deux pays se détériorent, vous verrez les consommateurs chinois se détourner de l'Inde, comme cela s'est produit avec le Japon. En ce moment, il y a beaucoup de ressentiment envers les Japonais après les déclarations du Premier ministre.

Mais si l'on prend un peu de recul, tout cela s'inscrit parfaitement dans la stratégie de Donald Trump, qui, comme vous l'avez souligné, repose sur le principe du « diviser pour régner ». Il promeut cette idée du genre « je prendrai tout, du Groenland jusqu'à l'Argentine — c'est à moi », une sorte de version élargie d'un ancien acte. J'en oublie le nom — il portait celui d'un président qui avait essentiellement déclaré : « Écoutez, l'Amérique du Sud nous appartient, et si quelqu'un s'y aventure, c'est un acte de guerre. » Aujourd'hui, ils étendent cela à la doctrine Monroe et au discours de Monroe. Ironiquement, je crois que c'était bien plus bas — le trentième, le quarantième ou le cinquantième point — dans le discours sur l'état de l'Union de Monroe. C'était juste une remarque en passant : « Et au fait, l'Europe, tenez-vous à l'écart de l'Amérique du Sud. »

Mais c'était très, très bas sur la liste. Puis c'est devenu un pilier, une sorte de fondement de la politique américaine. Maintenant, ils étendent cela vers le nord, en disant que le Canada et le Groenland vont d'une manière ou d'une autre être pris ou forcés de rejoindre ce consortium. Et ensuite, pour le reste du monde, il pense que l'Europe et la Russie se partageront quelque chose ou continueront à se battre, et que la Chine prendra tout ce qu'elle pourra. Mais je pense que Donald Trump reste prisonnier d'un ancien état d'esprit. Il croit vraiment que le monde se résume à être le vainqueur, le joueur dominant — que c'est une mentalité du tout ou rien, où tout le monde perd. Il n'y a que des gagnants et des perdants dans le monde, et le gâteau n'est pas extensible.

La Chine adopte une approche différente, comme elle le promeut depuis un certain temps. Elle parle de sécurité, de développement, de gouvernance mondiale, et aussi de ces initiatives de civilisation, qu'elle souhaite utiliser pour remplacer l'idéologie — au lieu de dire aux pays ce qu'ils devraient être. En matière d'idéologie, elle dit simplement : « Voici ce que nous voulons : sécurité, développement, respect, et des moyens de régler nos différends par le dialogue plutôt que par les chars. » C'est donc

ainsi que le monde est perçu du point de vue chinois — du moins, c'est ce qu'ils affirment depuis douze ans, depuis 2013 et l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Mais pour revenir à cette question, que peut faire l'Inde ?

Je pense que l'Inde doit interagir davantage avec le Sud global — en particulier avec les BRICS — ainsi qu'avec l'OCS, l'Organisation de coopération de Shanghai, qui défend également ces principes de sécurité intérieure. Ce n'est pas un mécanisme défensif contre des entités extérieures ; il s'agit de protéger les pays contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Mais cela relève de l'interne : ce sont des pays qui s'unissent lorsqu'ils sont menacés par des terroristes ou par des personnes cherchant à détruire la nation.

Donc, très différent. Mais si l'Inde devait le signer avec les BRICS, avec les autres membres des BRICS, et que tout cela se mettait en place, cela pourrait avoir un effet profond. Les gens disent : « Eh bien, quelle est la différence ? Ils vont essayer de s'en prendre à Washington, et ensuite on entre dans une sorte de guerre froide prolongée, et tout tourne mal. » Je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il y a plusieurs choses que l'Inde peut faire. Tout d'abord, les outils numériques disponibles aujourd'hui permettent aux petites et moyennes entreprises d'entrer sur le marché mondial. On peut utiliser Internet — il existe des systèmes pour faire de la publicité. Si vous produisez un bon miel, vous pouvez trouver des gens dans de nombreux groupes sur Facebook, Instagram, Reddit, et tous ces endroits où l'on parle de miel.

Eh bien, faites de la publicité là-bas. Ensuite, sur le plan logistique, les systèmes sont en place — les choses peuvent être envoyées dans le monde entier très, très rapidement. Et il existe des plateformes de paiement qui garantissent que vous serez effectivement payé, et que le consommateur recevra les biens pour lesquels il a passé un accord. C'est donc un domaine où l'Inde, qui, vous savez, compte quelques grands consortiums familiaux mais surtout de petites entreprises, aurait vraiment une opportunité. Ensuite, en travaillant avec les BRICS, je pense qu'ils pourraient rassembler le Sud global et dire : « Regardez, il est temps de transformer la malédiction des ressources en source de ressources. » Et par là, je veux dire rassembler ces — et j'en ai déjà parlé dans cette émission — rassembler ces forces.

Vous savez, quatre pays sont responsables de 70 % des exportations mondiales de café. Pourquoi ne se réuniraient-ils pas pour dire : « Très bien, nous allons fixer le prix du café à un niveau qui permette à nos agriculteurs de faire des bénéfices, de faire face aux problèmes liés au changement climatique, de relever nos propres défis de développement, et d'arrêter d'être les laissés-pour-compte en matière de prix » ? En réalité, pourquoi quatre entreprises des États-Unis et d'Europe contrôlent-elles le commerce et le prix du café dans le monde entier ? Cela n'a aucun sens. Elles ne le cultivent pas — elles le moulent, le transforment — et elles gagnent énormément plus d'argent que les producteurs. Cela n'a tout simplement aucun sens.

Et cela pourrait s'appliquer à tous les domaines, qu'il s'agisse d'autres produits comme la cannelle ou de minerai de fer. Si ces pays s'unissent pour créer leurs propres bourses, comme l'OPEP l'a fait pour

le pétrole, cela pourrait avoir un impact considérable — surtout pour le Sud global. Je veux dire, vous l'avez vu. Je suis sûr que vous avez été choqué par ce qui s'est passé à la COP30. En fait, rien. C'était un signal envoyé au reste du monde : l'aide ne viendra pas. Les promesses creuses ne créent pas d'initiatives contre le changement climatique. Et il n'y aura rien à attendre des pays — surtout des grandes puissances — dont la croissance est plus lente que celle des pays en développement.

Donc, c'est fini. Il est temps pour le reste du monde de construire le type de monde qu'il souhaite, au lieu de, vous savez, essayer de suivre, de ramasser les miettes ou ce qu'il reste des anciennes puissances coloniales qui dominaient le monde. Leur époque est révolue. Elles ne sont plus prêtes à investir quoi que ce soit, et cela est devenu très clair lors de la COP30. L'opportunité de l'Inde ici — et ce qui la rend si unique —, c'est qu'il était en gros tenu pour acquis par les États-Unis qu'elle jouerait un rôle dans la stratégie de confinement de la Chine. Désormais, elle pourrait devenir un acteur majeur, un leader dans la transformation de la gouvernance et de l'économie mondiales, d' une manière que les États-Unis seraient obligés de respecter.

#Glenn

Oui, ce serait un moment étrange pour que l'Inde se subordonne trop aux États-Unis, étant donné que nous entrons maintenant dans ce que l'on appelle souvent le monde post-occidental. Non pas que l'Occident disparaisse, mais qu'il ne soit plus le seul à déplacer les pièces sur l'échiquier — d' autres grandes puissances y participent désormais. Ainsi, en ce moment, il serait bien sûr étrange que l'Inde commence à se subordonner et à mettre tous ses œufs dans le panier américain. Comme vous l'avez mentionné, dans le domaine économique également, il semble presque que ces arrangements économiques soient une extension de l'ère coloniale, où les niveaux supérieurs des chaînes de valeur mondiales — là où se fait la majeure partie des profits — sont concentrés en Occident, tandis que le Sud global continue d'assumer les activités économiques les moins rentables.

J'ai tout de même réfléchi à la question des frontières, car pour les Russes, ils ont pris une décision il y a plus de vingt ans. Nous avons vu, au début des années 2000, qu'ils observaient la Chine et reconnaissaient que les Chinois devenaient chaque jour plus puissants, ce qui signifiait que la relation allait changer et qu'ils pouvaient suivre deux voies différentes. Ils pouvaient s'atteler au wagon chinois, améliorer leurs relations et croître pacifiquement ensemble, ou bien essayer de l' empêcher, à la manière américaine. Mais les Russes ont choisi la première option, et ils ont donc examiné tous les différends frontaliers qu'ils avaient, qui étaient profondément problématiques.

Cela pourrait alimenter la concurrence. Cela pourrait être rationnel, en termes d'intérêts économiques concurrents, ou simplement irrationnel, en alimentant des sentiments nationalistes, ce qui rend impossible l'établissement de relations cordiales. De plus, cela peut bien sûr être exploité par des tiers — ce que l'on observe aujourd'hui. Si vous êtes aux États-Unis, vous ne souhaitez pas voir les Chinois et les Russes se rapprocher trop. S'ils avaient des différends frontaliers dont vous pouviez tirer parti, vous les attiseriez autant que possible, car alors les Russes devraient s'aligner sur les États-Unis, devenant obéissants, et les Chinois pourraient être contenus.

Ce que les Russes ont fait il y a plus de vingt ans, c'est qu'ils ont commencé à résoudre tous ces problèmes. Le dernier accord remonte à 2008, lorsqu'ils ont essentiellement finalisé l'ensemble des ententes. Cela impliquait que les Russes cèdent effectivement une grande partie de territoire à la Chine, territoire qui avait été contesté. Et, pour être juste, si l'on regarde l'histoire, les Russes avaient pris une grande portion du territoire chinois. Donc, on peut dire que les comptes sont équilibrés, et c'est plutôt équitable. Mais, en substance, les Russes ont considéré que, demain, les Chinois seraient plus puissants qu'aujourd'hui, et qu'il valait mieux conclure un accord maintenant plutôt que plus tard. Et ils l'ont fait.

Et maintenant, vingt ans ont passé, et ils ont formé cela — la Chine est désormais leur partenaire le plus important. C'est une excellente relation. Mais ils ont éliminé ce point de friction en réglant la question frontalière. Et je pense simplement que, pour l'Inde, elle devrait chercher à conclure un accord similaire. Autrement dit, la Chine sera plus puissante demain — il faut conclure un accord aujourd'hui. Tout accord conclu aujourd'hui leur donnera plus d'atouts que demain. Et comme vous l'avez dit, les BRICS, l'OCS — ce sont aussi des institutions très pertinentes, car elles ne divisent pas le monde en un système bipolaire, avec la Chine et l'Amérique, où ils devraient se subordonner à l'un et potentiellement devenir la ligne de front contre l'autre.

La partie la plus intéressante des BRICS et de l'OCS, c'est que toutes ces grandes puissances se rassemblent. Dans ces institutions, la Chine sera la plus grande économie, mais elle ne peut pas dominer. Si vous avez une organisation massive comme les BRICS et que vous y intégrez la Russie, l'Inde, l'Indonésie — de nombreuses grandes puissances, dont le Brésil — la Chine ne peut pas tout dicter. C'est ainsi que cela fonctionne. Ce ne sera pas comme l'alliance transatlantique, où les États-Unis dictent tout. Ils dirigeront, mais ils ne pourront pas imposer leur volonté. Et je pense que c'est une distinction importante.

Je pense donc que c'est aussi quelque chose que l'Inde devrait promouvoir, et elle ne le fait pas. Et si l'on écoute les principaux pays des BRICS et de l'OCS, ils ne veulent pas non plus que cela devienne un bloc anti-américain. C'est parfait pour l'Inde, car elle souhaite rester non alignée ; elle veut la multipolarité. Il semble donc que ce soit la meilleure voie : régler simplement le différend frontalier avec la Chine, puis former et consolider ces institutions multipolaires solides. Même si, à l'avenir, la Chine devait commencer à rechercher un rôle hégémonique à l'américaine, il existerait toujours ce système multipolaire, et l'Inde pourrait se rapprocher un peu d'autres centres de pouvoir. La Chine serait donc toujours consciente de ce mécanisme, car pour l'instant, elle est très satisfaite d'un système multipolaire. Elle ne cherche pas à être l'hégémon. Tant que l'on met en place les institutions qui garantissent que cela reste ainsi, ce serait la solution optimale pour l'Inde. C'est du moins ce qu'il me semble.

#Einar Tangen

Eh bien, non, je suis tout à fait d'accord avec toi. Mais garde à l'esprit que les BRICS ne sont pas comme l'ONU, où certains membres disposent d'un droit de veto ou de quelque chose de ce genre. Même les cinq membres fondateurs, en accueillant de nouveaux pays, essaient de comprendre comment garder un grand groupe concentré. Ils fonctionnent par consensus, donc tant que tous les pays ne sont pas d'accord, on ne peut pas avancer. Mais c'est bien plus stable ainsi. Si les pays s' accordent, c'est évidemment mieux que si certains se sentent frustrés, comme s'ils avaient été écrasés ou ignorés, et qu'ils en gardent du ressentiment — en se disant : « Eh bien, j'attendrai, j' aurai ma part quand je le pourrai. » C'est une base bien plus stable pour le monde. C'est une institution qui peut durer, parce que, tu sais, on ne peut plus faire autrement aujourd'hui.

On rencontre effectivement des problèmes si cela devient trop vaste et ingérable, un peu comme l' ONU. Mais l'idée, c'est de concevoir une meilleure souricière. En ce qui concerne la question des frontières, l'Inde est prise dans un piège qu'elle a elle-même créé. D'un point de vue rhétorique, l' Inde est souveraine. Si l'on écoute la télévision ou la radio indienne, on y entend toujours que l'Inde est la meilleure, que l'homme indien est supérieur à l'homme chinois parce qu'il sait réfléchir, qu'il y a la liberté d'expression, le vote, et ainsi de suite. Je pense que, dans la plupart des cas, c'est une attitude passive-agressive. Il existe un véritable sentiment à propos de la Chine — malgré son « mauvais » système — qui réussit bien mieux que l'Inde. Eh bien, je me suis souvent interrogé là-dessus, mais il y a ce sentiment que l'Inde doit recevoir quelque chose pour consentir.

Et c'est ce que j'entends constamment là-bas. Vous savez, si vous et moi participions à une émission de télévision indienne, il y aurait peut-être une dizaine d'autres personnes sur le plateau. Mais dès que la question du différend frontalier serait abordée, ils diraient simplement : « Bon, qu'est-ce que la Chine propose ? Nous exigeons la restitution de toutes nos terres. » Et cette image d'homme fort que Modi a cultivée — il lui est très difficile de céder sur quelque sujet que ce soit, car c'est lui le dominant. C'est lui qui peut faire bouger les choses, et elles se font selon ses conditions. Donc c'est très, très difficile. J'espère que la Chine fera preuve de sagesse. Il ne s'agit pas seulement de l'Inde — la Chine doit trouver de meilleures façons de traiter avec l'Inde, en sachant parfaitement que l' Inde a une approche différente. Ils doivent dépasser les obstacles culturels et dire : « Bon, pourquoi ne pas essayer cela ? »

Pourquoi ne pas essayer cela ? Depuis longtemps, je pense que les zones en litige — plutôt que de dire qu'elles appartiennent à l'Inde ou à la Chine — pourraient être gérées comme dans cet endroit entre la France et l'Espagne, le petit principat d'Andorre. En gros, les pays s'accordent pour l' administrer conjointement. Rien ne se fait sans l'accord de l'autre. C'est une situation fondée sur le consensus, mais on cesse d'avoir des guerres. Il n'y a pas besoin de police ni d'armée, car c'est géré ensemble. Et je pense que ce genre d'opportunité est possible entre l'Inde et la Chine — disons : « D' accord, il y a une zone non délimitée, et nous l'administrerons conjointement pour que toutes les chèvres puissent aller paître et rentrer chez elles en sécurité. »

Beaucoup de gens vivent dans la plupart de ces régions, et, euh, cela pourrait aussi s'appliquer à la mer de Chine méridionale et à tout autre endroit où il existe des différends territoriaux. Au lieu de dire, tu sais, « ceci est à moi » ou « cela est à toi » ou « gardons le différend », on dit simplement : « mettons cela dans une entité où nous devons tous être d'accord sur ce qui va se passer ». Cherchons comment nous pouvons développer ensemble les ressources ou autre chose — littéralement faire retomber la tension pour nous assurer que nous pouvons commercer pacifiquement et aller de l'avant. Tu sais, la question est : qui va commencer ? Je pense, malheureusement, que c'est la Chine qui devra trouver un moyen d'amener l'Inde à la table et de la mettre plus à l'aise, parce que c'est le plus grand pays. C'est là le problème avec l'Inde.

Ils ont une sorte de ressentiment vis-à-vis de la Chine. Donc, pour la Chine, ce n'est pas une question d'orgueil ou de fierté à ravaler, c'est simplement une question d'intelligence. Comment créer une situation où les deux parties peuvent se rapprocher sans que personne ne perde la face ? C'est quelque chose dont les deux camps sont très conscients. C'est très asiatique, cette idée de « face ». Personne ne veut perdre la face. Il faut donner l'impression que Modi est le héros du moment et que Xi Jinping est là, levant la main avec lui dans un geste de victoire, et tout cela. Mais ils ont un mécanisme qui permet aux deux côtés de se sentir à l'aise avec ce qui se passe. Une fois cette tension désamorcée, je pense qu'il y a beaucoup de possibilités. Comme je l'ai dit, il ne s'agit pas seulement de ce qui se passe en Inde, mais de la manière dont l'Inde joue son rôle dans le monde.

C'est l'un des principaux producteurs de médicaments génériques, et tout un grand nombre d'entre eux arrivent sur le marché sous forme de génériques, car leurs protections de propriété intellectuelle expirent. Ils sont déjà un fournisseur majeur pour le monde entier. C'est un domaine dans lequel la Chine et l'Inde peuvent collaborer, car les produits chimiques nécessaires à la fabrication de ces médicaments proviennent en réalité de Chine. Et, vous savez, l'un des regrets de l'Inde est qu'elle ne peut pas vendre facilement ses médicaments génériques en Chine. Les Chinois disent : eh bien, pourquoi en achèterions-nous ? Nous pouvons fabriquer nos propres médicaments génériques ; nous n'avons pas besoin de vous en acheter. Mais je pense que, comme geste, cela n'a pas d'importance — tant que le prix est correct, ils devraient pouvoir concurrencer en Chine. Tant que la politique le permet, cela contribuerait grandement à donner, vous savez, une certaine crédibilité en termes de résultats positifs.

La diplomatie mondiale à l'époque de la multipolarité exige bien plus de compréhension et de nuance que la diplomatie des grandes puissances, où l'on se contente d'aller voir quelqu'un et de dire : « Si tu ne fais pas ça, je vais te bombarder. » L'approche de Donald Trump, comme on l'a vu récemment en Afrique, au Nigeria — c'est difficile à croire — il bombarde des zones qui n'ont rien à voir avec l'État islamique, puis il appelle cela une grande victoire. C'est de la pure intimidation. C'est comme dire : « Je te vois, et je tire sur le type derrière toi pour te donner une leçon. » Cette personne n'a

rien à voir avec le différend. Mais c'est ce genre de tactique de style mafieux que Donald Trump pense être efficace. Je pense que les Chinois doivent proposer une meilleure alternative — et ils l'ont fait. Ils ont démontré leur efficacité.

1,3 billion de dollars ont été investis au cours des douze dernières années dans l'Initiative la Ceinture et la Route, qui a changé le destin de nombreux pays. Si l'on remonte à avant 2020 et que l'on examine les moyennes de croissance des pays en développement, puis qu'on les compare à celles d'après le lancement de l'Initiative, on observe une forte hausse. C'est parce qu'ils ont désormais la capacité d'échanger, ce qu'ils n'avaient pas auparavant. Mais la technologie progresse. Il faut simplement beaucoup plus de compréhension de ce genre de sujet à Washington. C'est insensé. Et malheureusement, je dois dire que je suis déçu par les Européens.

Vous y avez fait allusion dans votre préambule — à leur incapacité à reconnaître qu'ils sont constamment humiliés par Donald Trump. Et plus ils acceptent cette humiliation, plus ils en reçoivent. Réfléchissez-y : les seuls pays que Donald Trump traite avec un certain respect sont ceux qui lui résistent, n'est-ce pas ? La Russie, la Chine — il les respecte. Il dit des choses aimables à leur sujet, n'est-ce pas ? Et on peut dire la même chose du maire de New York. Les gens me demandent toujours : « Pourquoi, à ton avis, était-il si gentil avec ce type, le maire de New York ? Je veux dire, il a dit des choses terribles sur lui. » J'ai répondu : eh bien, regardez la situation du point de vue de Donald Trump.

Si les rôles étaient inversés et que Donald Trump était le maire de New York, tandis que l'autre homme possédait plusieurs biens immobiliers dans la ville, je pense qu'il s'inquiéterait de voir une armée d'inspecteurs débarquer sur ses propriétés, en examinant tout dans les moindres détails. Parce que je ne vois aucune autre raison que d'ordre économique. Et Donald Trump — il l'aurait fait. Il a montré qu'il est très vindicatif. Si on le contrarie, il ressent le besoin d'envoyer un message, un message très dur. Que ce soit à propos d'une élection perdue ou d'une attaque contre quelqu'un, il s'en prend à tous ses adversaires politiques. Il n'y a aucune raison de croire qu'il ne le ferait pas.

Donc, il part du principe que, puisqu'il l'aurait fait lui-même, les autres le feront aussi. Mais c'est là toute la différence. Nous avons vraiment vu Donald Trump abattre ses cartes — ce sont celles d'un tyran. Et la question est de savoir si le monde veut continuer dans ce système, ou s'il en a assez. En est-on arrivé au point — et cela concerne directement l'Inde — où l'Inde comprend qu'il n'y a aucun espoir de traiter avec les États-Unis ? Pas à ce niveau. Pas seule. C'est sans équivalent. C'est asymétrique. Il est temps de faire appel à la cavalerie, de commencer à travailler en groupe et d'avoir un véritable pouvoir pour faire face à Donald Trump. Et enfin, vous obtiendrez son respect, car il ne respecte que ceux qui lui résistent.

#Glenn

Eh bien, dans la littérature, Barry Buzan appelle cela une stratégie d'équilibre. L'idée de base est que si vous parvenez à collaborer avec de nombreux acteurs différents, alors personne ne peut vous

contrôler — car si un camp exerce trop de pression sur vous, vous pouvez vous pencher dans une autre direction. C'est là tout le problème, cependant, avec les Européens. Plus ils se rapprochent des États-Unis — et c'est précisément ce qu'implique une stratégie d'équilibre — plus ils se lient à un seul camp, et plus ils perdent de la valeur pour les deux. Le camp dont ils se sont éloignés n'a plus aucun intérêt pour eux, et le camp qu'ils ont choisi perd aussi de l'intérêt, puisqu'il les possède déjà. Ainsi, les États-Unis peuvent confortablement se placer dans une position où, en quelque sorte, ils achètent leurs ennemis et vendent leurs amis. Et c'est à peu près là que nous en sommes aujourd' hui.

#Einar Tangen

C'est en fait un bon résumé de l'année.

#Glenn

Oui, voilà 2025 pour toi. Permets-moi simplement de poser une dernière question, brève cependant. Quels te semblent être les principaux chemins possibles pour l'Inde maintenant, sachant qu'elle a beaucoup à réfléchir après cette année très mouvementée ?

#Einar Tangen

Eh bien, ils n'en ont que trois. Évidemment, je ne peux pas toutes les aborder, mais il y a trois grandes orientations. La première consiste à se soumettre aux États-Unis et à espérer qu'il se passe quelque chose — que, d'une manière ou d'une autre, Trump revienne vers eux parce qu'il a besoin d' eux, ou, je ne sais pas, qu'ils attendent simplement trois ans ou quelque chose comme ça. La deuxième consiste à être une puissance d'équilibre — essayer, comme ils l'ont fait, de jouer sur tous les tableaux face à Trump pour en tirer profit. Mais ils perdraient une certaine crédibilité en agissant ainsi, et il y a de vrais dangers. Ou bien ils peuvent décider de vouloir être un leader, de travailler avec d'autres composantes du Sud global — en particulier les BRICS, l'OCS, et toutes ces autres entités — et dire : « Écoutez, il est temps d'en avoir assez de Donald Trump. »

Et cela comporte aussi des risques en termes de conséquences économiques à court terme. Mais ils en ressentent déjà les effets. Je veux dire, que peut-il se passer de plus ? Dès que l'on atteint 50 %, n'est-ce pas, il n'y a plus d'échanges. Un tarif de 50 % signifie que quelqu'un d'autre va le produire — ils l'achèteront ailleurs. Donc, pour l'instant, les conséquences sont très limitées pour l'Inde. Ils pourraient dire : eh bien, nous avons besoin d'un nouveau protecteur, mais ils bénéficient déjà du parapluie nucléaire. Ils peuvent être préoccupés par des questions régionales, mais s'ils agissent dans ce cadre — je reviens à ce que tu disais — si la Chine pousse trop loin sur un sujet, ils peuvent faire appel aux autres pays de la région et dire : écoutez, aucun de nous ne veut être à nouveau victime d'intimidation.

Nous ne voulons pas d'une Chine qui remplace les États-Unis comme hégémon et qui formule des exigences déraisonnables pour servir ses propres intérêts. Je pense donc que l'Inde va devoir prendre une décision cette année ou l'année prochaine. Elle ne peut pas rester trois ans dans l' incertitude, car il y aura des conséquences. L'économie mondiale ralentit. Certains disent que les citoyens américains dépensent plus que jamais, mais ils empruntent aussi davantage pour financer ces dépenses. Et à un moment donné, les factures de cartes de crédit, les achats à crédit, tout cela devra être payé. Et quand ce moment viendra, les salaires n'auront pas augmenté, l'inflation non plus. Je lisais que CNN affirmait que Donald Trump avait raconté vingt-cinq mensonges.

Et presque toutes les grandes décisions ont concerné le domaine intérieur. C'est simplement une manière de nier que la situation est aussi grave — essayer de donner confiance aux gens alors qu'ils n'ont pas les moyens de vivre sereinement. Donc, l'Inde devrait probablement examiner cela et voir la réalité : les États-Unis fonctionnent avec des ressources limitées — entre la dette et la perte de puissance douce à l'échelle mondiale. L'Inde n'est pas la seule à être traitée de cette façon. Il est temps que les petites gens, les classes moyennes, s'unissent et disent au tyran qu'il est temps d' arrêter — que les choses ne doivent pas se passer ainsi. Ce n'est tout simplement pas comme cela que le monde fonctionne. Espérons qu'ils s'en rendront compte rapidement. Mais, comme je l'ai dit, ce n'est pas quelque chose que l'Inde peut faire seule.

Il faut qu'il y ait des ouvertures. J'espérais que la Russie, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud puissent s'asseoir ensemble et dire : « Écoutez, qu'allons-nous faire de ce type ? On ne peut pas continuer comme ça encore trois ans. » La guerre en Ukraine ne va pas disparaître à cause de l' intervention de Donald Trump. C'est ce qu'ils ont en Floride avec ces discussions parallèles — je ne sais même pas ce que cela veut dire. Toutes les parties ne sont pas présentes, et personne ne se fait confiance. Alors comment conclure un traité de paix quand il n'y a aucune confiance ? Une grande partie de cela remonte à l'accord négocié par Hollande et Merkel la première fois, en 2014, quand ils ont menti. Ils n'avaient aucune intention de mettre en œuvre un véritable plan de paix.

Ils ne faisaient que gagner du temps, pensant qu'ils allaient remporter la victoire sur le champ de bataille. En ce moment, l'Ukraine est en train de perdre sur le champ de bataille. Cet accord de paix qu'ils auraient pu conclure en 2014 — on dirait que s'ils l'avaient maintenant, la guerre serait terminée. Mais ce n'est pas le cas. Les réalités sur le terrain ont changé. Et pourtant, l'Europe dit : « Oh, 900 milliards de dollars de prêts », ou peu importe comment on veut l'appeler. On a juste l' impression que la situation empire. Donc, il y a toutes ces situations difficiles. L'Inde devrait les évaluer, comme tous les pays devraient le faire, et dire : « Écoutez, il est peut-être temps d'agir ensemble et d'arrêter de nous laisser monter les uns contre les autres. » C'est le vieux jeu colonial.

Je veux dire, nous avons déjà vu cela tant de fois. Comment est-il possible que les gens ne puissent pas voir à travers quelque chose d'aussi évident ? Donald Trump n'est pas subtil dans sa manière de faire les choses — c'est un marteau, des clous, et tout le reste. C'est toujours en pleine figure. Alors, espérons que cela se produise. Et la raison, c'est que ce serait en fait bénéfique pour les États-Unis,

car cela les placerait dans une position où ils réaliseraient qu'ils ne dirigent plus le monde — ils en font partie. Ils pourraient alors commencer à se concentrer sur leur propre croissance économique au lieu d'essayer d'exporter toujours plus d'armes et de munitions vers des pays qui n'en ont vraiment pas besoin. Ces pays ont besoin de relance économique ; ils n'ont pas besoin de plus de missiles.

#Glenn

Eh bien, comme je le disais au début, je pense que tous les pays doivent désormais comprendre comment s'adapter à ce nouveau monde. Et je suis d'accord : les États-Unis aussi auraient tout à gagner à s'adapter à ce nouvel ordre multipolaire. On peut observer certains développements à l' intérieur du pays, où de nouveaux groupes de personnes émergent et prennent conscience qu'être une puissance hégémonique n'est plus une source de sécurité. Au contraire, c'est devenu un fardeau qui pèse sur le pays, affaiblissant même la république. J'espère donc que 2026 sera une bien meilleure année. Il n'en faudrait pas beaucoup, car celle-ci a été assez terrible à bien des égards. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Einar Tangen

Merci. Toujours un plaisir, Glenn. Désolé que ce ne soit pas le message du Nouvel An le plus porteur d'espoir, mais disons qu'il contient des germes d'espérance.